

Mondialisation des échanges et croissance nationale

En matière d'échanges internationaux, il existe une règle fondamentale qui peut s'exprimer comme suit:

Quand il y a un exportateur dans un pays, il y a un importateur dans un autre pays, et comme la valeur de l'échange est la même pour les deux parties, on peut avancer qu'à l'échelle de la planète, les exportations sont égales par définition aux importations.

Peut-on en déduire pour autant qu'il n'existe pas d'autre croissance qu'intérieure? C'est la question capitale qui se pose à tous les pays.

Dans chaque Etat, on sait que la croissance nationale est mesurée sur la base de l'évolution du Produit Intérieur Brut (PIB). On sait aussi que celui-ci comprend : la consommation, l'investissement, la variation des stocks, et les échanges extérieurs (pour leur **solde ou balance**), lesquels contribuent chacun pour leur part à la croissance nationale.

Si l'on examine les séries statistiques publiées par l'OCDE de 1960 à 1997 (dernière publication retenue), on constate que le solde des échanges extérieurs des pays appartenant à l'Organisation se situe pour la plupart d'entre eux dans une fourchette comprise entre 0 et 3%, **en plus ou en moins**. Il s'ensuit que dans le temps les échanges extérieurs proprement dits ont une incidence positive ou négative, et généralement faible, sur la croissance nationale.

En théorie, on ne peut attendre de développement significatif d'un ensemble en agissant sur une faible fraction de celui-ci d'autant que cette fraction peut être positive ou négative.

En pratique, il en est de même. On se reportera utilement aux tableaux joints qui donnent pour six pays: le Canada, les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France et le Royaume Uni, les informations suivantes:

- l'analyse de la croissance par décennie, de 1960 à 1997, et la part contributive de chaque élément dans le PIB,
- le graphique des échanges extérieurs de 1966 à 1997,
- la part relative des exportations et des importations dans le PIB.

Les graphiques confirment que ces six pays ont connu sur une trentaine d'années des soldes tant positifs que négatifs, et l'analyse de la croissance de leur PIB montre que les échanges extérieurs, dans tous les cas, ont ralenti ou accéléré la croissance nationale, au cours des années 1960 à 1997. Les effets de ces échanges sont d'autant plus sensibles sur le PIB que les écarts de soldes, d'une période à l'autre, sont importants.

De la règle exposée plus haut, découle une autre égalité, c'est qu'à la somme des balances bénéficiaires d'un ensemble de pays correspond par symétrie la somme des balances déficitaires de l'ensemble des autres pays. Comme chacun de ces derniers s'efforce naturellement de réduire l'endettement généré par le déséquilibre de ses échanges extérieurs, créant ainsi une situation conflictuelle, on comprend pourquoi les soldes des balances commerciales restent voisins de zéro. Le cas des Etats-Unis paraît bien être l'exception qui confirme cette règle.

Les tableaux montrent que la part relative des exportations et des importations dans le PIB n'a cessé de croître dans ces 6 pays, et il en est de même en règle générale pour

tous les pays de l'OCDE. En une trentaine d'années, cette part a doublé ou triplé selon les cas.

On peut dire en substance que:

- la balance des échanges extérieurs stricto sensu a des effets à la hausse ou à la baisse sur la croissance nationale selon qu'elle est positive ou négative,
- la croissance dont bénéficient certains pays du fait d'excédents commerciaux extérieurs a pour contrepartie symétrique des pertes de croissance résultant des déficits commerciaux pour les autres pays, **ce qui veut dire en clair que la croissance des uns se fait, toutes proportions gardées, au détriment de celle des autres.**
- sur une longue période, le développement des échanges internationaux lié à la mondialisation n'a d'autre effet ici que celui d'accroître la part relative des exportations et des importations dans le PIB, sans que pour autant le solde de ces échanges sorte généralement de la fourchette de 0 à 3% en plus ou en moins.

La mondialisation des échanges ne semble donc pas être le facteur de croissance nationale que l'on suppose. Cela paraît pourtant évident quand on sait que le Japon, qui accumule les plus forts excédents commerciaux qu'il ait jamais connus au cours de ces dernières années éprouve les plus grandes difficultés à redresser son économie, tandis que les Etats-Unis qui tout au contraire accumulent les plus forts déficits de leur histoire, connaissent une croissance exceptionnelle depuis le début de la dernière décennie.

Il est vrai que l'on n'exporte pas sans investir dans l'appareil de production, ce qui peut laisser entendre qu'il existe là un facteur de croissance, à condition qu'il ne s'agisse pas de biens d'équipement importés. Malheureusement, il semble que l'on ne dispose pas de statistiques sur ce point, et c'est bien dommage car on aurait pu lever tous les doutes qui peuvent exister à ce sujet.

A l'inverse, il est difficile, voire impossible, de déterminer la part de l'appareil de production qui disparaît du fait de la pénétration sur le territoire national de produits concurrents importés.

On peut toutefois avancer que des investissements massifs peuvent être à l'origine d'une forte croissance nationale.

Ce fut le cas au Japon, dans les années 60 et 70, lorsque ce pays se dota de l'appareil de production à l'origine du déferlement des produits nippons dans le monde entier. La contribution de l'investissement à la croissance japonaise a été en moyenne annuelle de près de 30% pendant toute la huitième décennie. Dans le même temps, les échanges extérieurs proprement dits entraînaient une perte de croissance de 1,5%. (voir tableau joint)

C'est le cas aujourd'hui aux Etats-Unis, où depuis le début de la décennie (1990) l'explosion des technologies de l'information et de la communication s'est appuyée sur de très forts investissements de production. Pendant sept ans, en effet, l'investissement a contribué en moyenne annuelle pour un tiers à la croissance américaine. Dans le même temps, les échanges extérieurs proprement dits entraînaient une perte de croissance de 6,66%. (voir tableau joint)

Malgré le développement important des échanges extérieurs au Japon, en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne au cours de ces dernières années, l'investissement n'a jamais été aussi faible dans ces pays. Cela n'est-il pas un indice ?

Portées par le courant mondialiste, à l'abri des contraintes macro-économiques auxquelles doivent se plier les Etats, les multinationales profitent pleinement de l'essor du commerce international. Mais, le succès des multinationales ne fait pas forcément

celui des nations. On commence d'ailleurs à prendre conscience d'un nouveau phénomène, celui de la disparité des revenus de plus en plus grande entre les riches et les pauvres que d'aucuns n'hésitent pas à mettre au compte de la mondialisation.

Avons-nous bien mesuré les conséquences sur les économies nationales du libre-échange étendu à la planète tout entière ? Comment peut-on espérer obtenir le développement de la croissance mondiale sans passer par celui de la croissance nationale ?

jean bayard
automne 1998